



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques  
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839  
29228 BREST CEDEX 2  
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

[fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

**CHS-CT DU 5 OCTOBRE 2015  
DECLARATION LIMINAIRE**

Madame la Présidente,

En ouverture de ce CHS-CT, **F.O.-DGFIP29** dénonce à nouveau les orientations politiques et budgétaires, qui depuis des années, ont conduit à une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents de la DGFIP.

La récente enquête semestrielle de l'observatoire interne qui s'est déroulée auprès de 3103 agents confirme une fois encore l'appréciation très globalement négative apportée par les personnels sur leurs perspectives d'avenir.

Une fois de plus, les agents mettent les effectifs et les suppressions d'emplois comme étant les sujets majeurs à l'origine de la dégradation de leurs conditions de travail.

Malheureusement, les enquêtes se suivent, avec peu ou prou toujours les mêmes analyses négatives alors que les réponses des Ministres demeurent toujours aussi insignifiantes et que 2548 nouvelles suppressions d'emplois sont à nouveau annoncées pour 2016 !

Face à un tel aveuglement, peut-être serait-il d'ailleurs préférable d'arrêter de rémunérer des instituts de sondage qui produisent des enquêtes aussitôt mise au placard !

C'est dans ce contexte de climat social très tendu, que le gouvernement annonce pour 2017, le coup d'envoi de la mise en œuvre de la « retenue à la source » qui serait effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la presse se fait l'écho de la décision de rendre obligatoire la déclaration en ligne. Dans le même temps, le Ministre MACRON, apparemment en service commandé, déclare que le Statut Général de la Fonction Publique n'est plus justifiable !

Il va sans dire que de telles annonces qui portent en elles autant de menaces sur le devenir des missions et les garanties statutaires, ne peuvent qu'accroître les inquiétudes des agents et contribuer à l'aggravation d'un climat général anxieux au sein des services de la DGFIP, d'autant qu'à ces annonces gouvernementales,

viennent s'ajouter la poursuite des déclinaisons départementales de la « démarche stratégique » du Directeur Général.

Nous vous rappelons à nouveau Madame la Présidente, qu'à ce sujet, toute la lisibilité doit pouvoir être donnée le plus en amont possible aux agents et à leurs représentants, car de ces projets de réorganisations ou de restructurations peuvent aussi découler des choix personnels ou professionnels qu'il convient d'anticiper.

Concernant l'ordre du jour de ce CHS-CT, nous tenons ici à rappeler tout notre soutien à nos collègues de Pleyben, qui ont subi une agression à l'arme blanche en fin de matinée du 30 juillet 2015. Nous rappelons aussi combien nous avons été choqués par cet acte criminel que nous condamnons avec la plus grande fermeté.

Pour **F.O.- DGFIP**, l'attention à porter à l'amélioration de la sécurité des personnels demeure fondamentale, dans un contexte où les agents de la DGFIP sont exposés quotidiennement, de part l'exercice même de leurs missions.

C'est ce que nous avons pu indiquer à la Direction au lendemain de cet acte inqualifiable, en demandant que le plus rapidement possible l'administration mette tout en œuvre pour apporter des solutions susceptibles de renforcer la protection des collègues de Pleyben.

Dans ce contexte, nous déplorons qu'hormis les préconisations de l'ISST suite au braquage du 30 juillet, le dispositif de sécurisation notamment de contrôle de l'accès des usagers ne soit toujours pas opérationnel et que les documents de travail fournis en amont de cette réunion n'évoquent pas plus de précisions sur le sujet.

Nous attendons donc de ce CHS-CT que la Direction puisse nous apporter des réponses concrètes sur la mise en œuvre rapide de solutions visant à la sécurisation de la Trésorerie de Pleyben et de ses agents, toujours en proie aux plus vives inquiétudes.

Si d'autres orientations se dessinaient, comme d'ailleurs semblent le confirmer certaines informations qui nous remontent du terrain, il est bien évident que cette réunion d'aujourd'hui doit pouvoir être mise à profit pour éclairer du mieux possible les représentants des personnels et leurs mandants en ce qui concerne les intentions réelles de l'Administration quant au devenir de la Trésorerie de Pleyben.

Dans ce contexte, nous vous demandons donc Madame la Présidente d'aborder en ouverture de cette réunion plénière la situation du poste de Pleyben, et en ce qui concerne les autres points à l'ordre du jour de ce CHS-CT, nous vous ferons part en séance, de nos analyses et revendications à l'issue desquelles nous vous soumettrons aussi nos questions diverses.